

Pour une étude scientifique sur l'état de l'environnement en relation avec la prévention des risques sanitaires .

Depuis des décennies notre territoire de vie souffre d'un état de santé dégradé avec trop de décès prématurés, de maladies pulmonaires, cardio-vasculaires et de cancers. L'espérance de vie de la population est l'une des plus faibles de France. Les déterminants socioéconomiques et environnementaux sont alarmants et contribuent à la dégradation de notre santé. Cela fait déjà plusieurs années que nous alertons les services publics et les élus sur ces graves indicateurs de santé publique et l'exposition de notre population aux rejets toxiques.

En juin 2008, l'Etat nous annonce enfin la mise en route d'une « étude menée par le S3PI HCD¹ sur l'état de l'environnement en relation avec la prévention des risques sanitaires ».

« L'objectif de l'étude est ainsi de faire un point sur l'état de l'environnement de la zone, en relation avec la prévention des risques sanitaires ... Le représentant de l'INERIS² évoque même la possibilité de mettre à profit cette étude pour réaliser un projet plus ambitieux, car c'est la première étude des risques sanitaires de zone basée sur la méthodologie des sites et sols pollués » (Compte-rendu de réunion du groupe de travail sur l'étude de zone 18/09/2008). Un comité de PILOTAGE est nommé, différentes sources de financement sont envisagées (Etat, conseil régional, collectivité locale, FEDER). L'information de la population est prévue.

Depuis un an, nous participons au comité de pilotage de cette étude, notre objectif étant que les données épidémiologiques connues sur l'état de santé de notre population (CAPH, CCCO), et les indicateurs d'exposition à la pollution, soient pris en compte.

Or on nous annonce en novembre 2009 que la donnée essentielle utilisée, pour déterminer les rejets issus de l'industrie, sera un simple tableau rempli par les industriels du secteur, tableau indiquant leurs émissions pour ... 2007. A partir de ces données vont être déterminées les risques « acceptables » en terme de santé !

Nous exprimons donc notre profond désaccord

Les émissions 2007 sont bien en dessous de la réalité des émissions de ces dernières décennies. Le risque sanitaire pour les habitants est lié à l'exposition « vie entière ». Ce tableau 2007 minimise gravement les émissions subies.

Bien que membres du comité de pilotage, nous n'avons pas été sollicités pour l'élaboration de ce tableau de collecte, et ce malgré notre demande.

Nous n'avons pas non plus été associés au choix budgétaire pourtant déterminant pour l'étude en termes d'objectifs et de méthodologies. Au départ était annoncé un financement Europe-Etat-Région, avec une participation éventuelle des industriels. Puis, on nous a annoncé des fonds européens. Enfin, nous apprenons lors de la dernière réunion que seule une subvention ministérielle va être débloquée.

En terme de pollution, l'exposition de la population aux agents toxiques (intensité, fréquence, durée et moment de cette exposition) est le facteur principal. Or l'étude va évaluer des toxiques émis par certaines sources. Ces polluants, après leur émission, vont se transformer dans le temps et dans l'espace. En réalité, les propriétés physiques et chimiques des toxiques que nous respirons ou

¹ S3PI-HCD : Secrétariat Permanent pour la Prévention des Pollutions Industrielles – Hainaut Cambrésis Douaisis

² INERIS : Institut National de l'Environnement Industriel et des Risques

mangeons sont bien différents de ceux émis à l'origine par les sources polluantes. Ce sont les effets des cocktails de polluants « secondaires » qu'il faut prendre en compte.

En terme d'impact sanitaire, il faut prendre en considération l'existence dans la population de groupes facilement identifiables présentant une sensibilité accrue aux polluants : les « groupes à risque ».

Les effets des polluants sur la santé dépendent de la sensibilité des individus exposés. Ils sont différents en fonction des caractéristiques biologiques des individus.

Ainsi les femmes enceintes, les fœtus, les enfants, les personnes âgées sont particulièrement vulnérables à des doses considérées comme sans risque pour d'autres individus.

Notre population comprend également un trop grand nombre de malades (respiratoires, cardiaques, cancéreux...) qui ne peuvent pas supporter des doses « habituelles » de toxiques environnementaux.

En réalité, ce sont les doses admissibles pour ces groupes à risque qui doivent être prises en compte pour l'ensemble de notre bassin de vie. La santé de nos enfants en dépend.

Nous avons donc besoin d'une approche territoriale reposant sur les réelles données sanitaires et d'exposition des habitants, et notamment les groupes à risque. C'est le fondement indispensable à l'analyse des relations entre l'état de l'environnement et la prévention des risques sanitaires.

Pour ces raisons :

- Nous demandons de profondes modifications de l'étude prévue dans la méthodologie et les procédures de validation. Ces modifications sont nécessaires pour permettre réellement d'étudier l'impact sanitaire de l'environnement sur la population de notre territoire. Les financements sont possibles.

- Nous réclamons un comité de pilotage qui débattre et pilote réellement ces choix, et non un comité d'enregistrement de décisions déjà prises.

- Nous exigeons l'information de la population sur les objectifs et le déroulement de l'étude. « Le droit de souffrir donne le droit de savoir », et l'intervention citoyenne est indispensable pour une bonne gestion des risques sanitaires.

APRES
Décembre 2009
apres59.fr